Catégories de licences applicables aux actifs numériques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La licence dont une entreprise d'actifs numériques a besoin dépend de la fonction que remplit son produit. Six régimes couvrent le domaine.

Activité	Loi	Licence ou statut	Angle de surveillance
Négocier, échanger, transférer ou conserver des digital payment tokens ; faciliter leur échange	Payment Services Act 2019	Licence de standard ou de major payment institution (service DPT)	Paiements et LBC/FT
Émettre de la monnaie électronique ou un stablecoin réglementé	Payment Services Act 2019 (monnaie électronique, et le cadre applicable aux stablecoins une fois légiféré)	Licence de major payment institution ; exigences applicables aux émetteurs de stablecoins	Paiements, politique monétaire
Négocier ou gérer des jetons constituant des produits des marchés de	Securities and Futures Act 2001	Capital Markets Services Licence (licence CMS) ;	Marchés de capitaux

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Activité	Loi	Licence ou statut	Angle de surveillance
capitaux ; exploiter une plateforme d'échange de jetons		approved exchange ou recognised market operator	
Conseiller sur des jetons constituant des produits d'investissement	Financial Advisers Act 2001	Licence de conseiller financier ou exemption	Règles de conduite
Détenir des jetons en trust à titre professionnel	Trust Companies Act 2005	Licence d'activité fiduciaire (trust business licence)	Prudentiel et règles de conduite
Fournir depuis Singapour des services de jetons numériques exclusivement à des clients situés hors de Singapour	Financial Services and Markets Act 2022, Part 9	Licence DTSP (accordée uniquement dans des circonstances extrêmement limitées)	LBC/FT
Recevoir des dépôts, y compris des dépôts tokenisés	Banking Act 1970	Licence bancaire	Prudentiel

Le Payment Services Act 2019 (PSA, la loi sur les services de paiement) est le régime auquel la plupart des entreprises crypto se heurtent en premier. La section 5 interdit d'exercer à titre professionnel une activité de prestation de services de paiement sans licence. La section 6 prévoit trois catégories de licences : money-changing, standard payment institution et major payment institution. Un titulaire doit détenir une licence de major payment institution dès que la valeur mensuelle moyenne des transactions qu'il traite dépasse 3 millions de S$ pour un seul service de paiement ou 6 millions de S$ pour deux services ou plus. Il en va de même dès que l'encours quotidien moyen de sa monnaie électronique dépasse 5 millions de S$.[1] La définition du « digital payment token » (jeton de paiement numérique) à la section 2(1) exige une représentation numérique de valeur exprimée sous forme d'unité, qui n'est ni libellée dans une monnaie ni arrimée à celle-ci, qui est destinée à servir de moyen d'échange accepté par le public et qui peut être transférée, conservée ou négociée par

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

voie électronique. Cette définition exclut délibérément les stablecoins adossés à une monnaie fiduciaire, qui constituent de la monnaie électronique lorsqu'ils sont libellés dans une monnaie et émis contre remise de fonds.[2] La Partie K, chapitre I analyse le périmètre.

Le Securities and Futures Act 2001 (SFA, la loi sur les valeurs mobilières et les contrats à terme) régit les jetons qui constituent des produits des marchés de capitaux : valeurs mobilières, parts d'organismes de placement collectif et produits dérivés. Une plateforme qui négocie de tels jetons doit avoir le statut d'approved exchange ou de recognised market operator. Un négociant a besoin d'une licence CMS pour la négociation de produits des marchés de capitaux, tandis que le gestionnaire d'un fonds détenant de tels jetons a besoin d'une licence de gestion de fonds. L'édition 2020 du MAS Guide to Digital Token Offerings explique la qualification à l'aide d'études de cas. Elle reste le texte de référence pour le périmètre des marchés de capitaux.[3] La Partie K, chapitre IV traite de ce régime.

Exemple : une Sàrl zougoise a émis un jeton d'utilité qui donne accès à son réseau de stockage décentralisé. Elle souhaite maintenant ouvrir à Singapour une filiale qui vendra le jeton à des clients asiatiques contre des dollars de Singapour et conservera les jetons des clients dans un portefeuille hébergé. La qualification vient en premier. Le jeton ne confère aucun droit financier et est destiné à servir de moyen d'échange au sein du réseau. Il constitue donc un digital payment token au sens du Payment Services Act 2019 si le public l'accepte comme moyen de paiement. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) interprète largement cette condition. Vendre le jeton contre de la monnaie fiduciaire relève du « dealing in digital payment tokens ». Le conserver pour le compte de clients constitue, depuis le 4 avril 2024, un « digital payment token service » de type conservation. La filiale a donc besoin d'une licence de services de paiement : standard en deçà des seuils, major au-delà. Elle n'a pas besoin d'une licence CMS, car le jeton n'est pas un produit des marchés de capitaux. Elle n'a pas non plus besoin d'une licence DTSP au titre de la Part 9, puisqu'elle sert des clients à Singapour et détient une licence au titre du Payment Services Act. Le volet suisse de l'analyse, à savoir si la Sàrl zougoise est un intermédiaire financier au sens de la loi sur le blanchiment d'argent (LBA), est traité dans la Partie F, chapitre II.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Payment Services Act 2019 (2020 Rev Ed), section 5 (obligation de licence), section 6(4)(b) (les sept services de paiement : account issuance, domestic money transfer, cross-border money transfer, merchant acquisition, e-money issuance, digital payment token service, money-changing) et section 6(5) (seuils de la licence de major payment institution), texte tel que publié sur Singapore Statutes Online. ↩
2. Payment Services Act 2019, section 2(1), définition du « digital payment token » (représentation numérique de valeur, autre qu'une excluded digital representation of value, qui est exprimée sous forme d'unité, n'est ni libellée dans une monnaie ni arrimée à celle-ci, est ou est destinée à être un moyen d'échange accepté par le public, et peut être transférée, conservée ou négociée par voie électronique). ↩
3. MAS, « A Guide to Digital Token Offerings », publié pour la première fois le 14 novembre 2017 et mis à jour pour la dernière fois le 26 mai 2020, dans le prolongement de la clarification de la MAS du 1er août 2017 selon laquelle les offres de jetons numériques constituant des produits réglementés par le Securities and Futures Act seraient réglementées. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.